

Maroc/Fête du Trône

Dix-sept ans de règne couronnés de succès pour Mohammed VI

LLIM
Libreville/Gabon

C'est ainsi qu'ont été résumées les années placées sous le règne du Roi Mohammed VI, lors de la célébration en différé de la fête du Trône, lundi, à Libreville. Selon l'ambassadeur du Roi, Ali Bojji, Rabat entretient de bonnes relations avec l'ensemble des capitales africaines, celle du Gabon y occupant une place de choix.

L'AMBASSADE du Maroc au Gabon célébrait en différé, lundi, dans un hôtel de la place, le 17e anniversaire de l'intronisation de sa majesté, le Roi Mohammed VI, le 30 juillet 1999. En présence de nombreux invités parmi lesquels des membres du gouvernement gabonais, les ambassadeurs d'autres pays accrédités au Gabon et bien d'autres. L'ambassadeur du Roi du Maroc, Ali Bojji a, après l'exécution des hymnes nationaux (gabonais et

marocain) prononcé son allocution de circonstance. M. Bojji est ainsi longuement revenu sur les différentes réalisations aussi bien au Maroc qu'au niveau des relations internationales avec les autres Etats, parmi lesquels le Gabon occupe une place privilégiée.

"Les nombreuses visites effectuées au Gabon par sa Majesté le Roi Mohammed VI et celles effectuées au Maroc par SE Ali Bongo Ondimba ont permis de bâtir un partenariat exemplaire devenu un modèle de coopération sud-sud", a-t-il dit. Ajoutant que le Gabon est devenu le premier bénéficiaire en Afrique centrale des investissements marocains au cours des dix dernières années, soit un montant de l'ordre de 650 millions de dollars US, générant la création de 4 000 emplois directs et des milliers d'emplois indirects... Parlant des performances réalisées sur le plan économique par le Maroc, le représentant du Roi Mo-



Photo : LLIM

S.E. Ali Bojji prononçant son discours.

ammed VI au Gabon a cité entre autres la ligne de précaution et de liquidité, d'un montant de 3,5 milliards de dollars US, gage de confiance accordé au Maroc, le 22 juillet dernier, par le Fonds monétaire international (FMI) ; le projet Noor (lumière en arabe) qui a vu l'inauguration de la première centrale solaire au monde s'étendant sur une superficie de 480 hectares et présentant une capacité de 160 MW, le 4 février



Photo : LLIM

Certains membres du gouvernement gabonais ont pris part aux festivités du 17 e anniversaire de l'intronisation de Mohammed VI.

2016 près de Ouarzazate... S'agissant des relations avec les autres pays africains, "c'est pour renforcer les domaines de coopération avec l'Afrique que le Maroc a pris récemment la décision de retrouver sa place naturelle au sein de la famille institutionnelle", a-t-il souligné. Aussi, a-t-il fait remarquer que "l'ancrage du Maroc à l'Afrique est multiforme et multidimensionnel : politique, économique, social, culturel et religieux. Le Maroc a placé

la formation et la valorisation des ressources humaines africaines au cœur de sa coopération. Il accueille près de 9 000 étudiants africains dans ses établissements universitaires. Aujourd'hui, le Maroc est devenu l'une des premières destinations pour la formation des élites africaines".

C'est à l'issue d'un cocktail offrant la dégustation des mets marocains que les différents ont pris congé les uns des autres.

RDCongo/Diplomatie

L'UE exhorte gouvernement et opposition à ouvrir "rapidement le dialogue"

AFP
Kinshasa/RDCongo

LA délégation de l'Union européenne en République démocratique du Congo (RDC) a exhorté hier les autorités congolaises et l'opposition à créer des conditions favorables au démarrage rapide du "dialogue national" en vue d'"élections apaisées". « L'Union européenne reste mobilisée en faveur de la tenue du "dialogue national inclusif" et exhorte le gouvernement congolais, ainsi que toutes les autres parties concernées, à créer les condi-

tions nécessaires pour son démarrage le plus rapidement possible », annonce-t-elle dans un communiqué. La majorité s'est exprimée clairement vendredi à Kinshasa lors d'un rassemblement populaire en faveur du dialogue, soutenant son facilitateur désigné par l'Union africaine Edem Kodjo, récusé par l'opposition. Dimanche, lors d'un meeting populaire à Kinshasa, capitale de la RDC, l'opposant historique Étienne Tshisekedi, président du "Rassemblement", une coalition d'opposition créée en juin à Bruxelles, a accepté le principe du "dialogue national",

mais a réitéré sa récusation de M. Kodjo. Fin novembre, M. Kabila, au pouvoir depuis 2001, avait convoqué un "dialogue national" afin de mettre autour de la table la majorité, l'opposition et la société civile en vue de réfléchir sur la tenue d'"élections apaisées". L'opposition a toujours boudé ce dialogue, le considérant comme un "piège". Samedi, le facilitateur Edem Kodjo a reporté sine die le démarrage des travaux préparatoires au "dialogue national". Le "Rassemblement" a accusé M. Kodjo de faire le jeu de M. Kabila à qui la Consti-

tution interdit de se maintenir au pouvoir au-delà de la fin de son mandat, le 20 décembre, mais qui multiplie des manœuvres pour contourner cette interdiction, selon l'opposition. Une délégation d'opposants s'était rendue la semaine dernière au siège de l'UA, en vue de solliciter le remplacement de M. Kodjo. "Récuser le facilitateur à ce stade est un faux-fuyant", a déclaré à l'AFP Henri Mova, secrétaire général du parti présidentiel, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), accusant les opposants de vouloir "emprunter un

raccourci" pour accéder "rapidement" au pouvoir "comme au Burkina-Faso". Dimanche, la Commission électorale de la RDC a lancé les opérations d'enregistrement des électeurs devant se dérouler sur "onze mois", selon son président Corneille Nanga, un délai qui rend quasi impossible la tenue d'une élection présidentielle à la fin de l'année. Une récente décision de la Cour constitutionnelle autorise M. Kabila à rester au pouvoir au-delà de décembre 2016 si aucun scrutin n'est organisé, une mesure "nulle et de nul effet", selon l'opposition.

Photo : AFP



Le président sortant de Sao Tomé et Príncipe, Manuel Pinto da Costa, a refusé hier de participer au second tour de l'élection présidentielle prévu dimanche, dénonçant des "fraudes" lors du premier tour et exigeant l'annulation de tout le processus électoral.

A travers le monde

• **Espagne/Politique. L'avertissement de Rajoy**
L'Espagne risque ses troisièmes législatives en un an si l'opposition socialiste continue à bloquer la formation d'un gouvernement, a averti hier le chef du cabinet sortant, le conservateur Mariano Rajoy.

• **Etats-Unis/Présidentielle. Obama : Trump "pas qualifié" pour être président**

Barack Obama a critiqué avec virulence hier le candidat républicain à sa succession, affirmant que Donald Trump était "terriblement mal préparé" pour devenir président des Etats-Unis, sur fond de polémique autour de ses critiques visant la famille d'un soldat musulman tué au combat.

• **Turquie/Terrorisme. Erdogan accuse l'Occident**

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a accusé hier les Occidentaux de "soutenir le terrorisme" et les putschistes, dans l'attaque la plus virulente depuis la tentative de coup d'Etat du 15 juillet.

France/Conséquence de l'attentat de Nice

Annulations en cascade de festivités dans le pays

AFP
Marseille/France

LES annonces d'annulation de feux d'artifice ou de festivités se multiplient dans toute la France, de La Baule à l'ouest à Marseille au sud, pour des raisons de sécurité après l'attentat du 14 juillet à Nice. De nombreuses festivités traditionnelles ou culturelles sont restreintes, en suspens ou supprimées, notamment dans la région de Nice, "pour des raisons de sécurité", selon les autorités locales.

Censée transformer les 15 et 28 août en immense dancefloor la Promenade des Anglais, où périrent 84 personnes fauchées par un camion le jour de la fête nationale française, la Prom'Party de Nice a été annulée par la mairie. A La Baule, c'est la configuration du front de mer "semblable à celle de Nice", qui a décidé la mairie à supprimer le feu d'artifice du 15 août afin de ne "faire prendre aucun risque au public et à ses administrés". Des annulations justifiées hier par le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian par les contraintes liées à la "si-

tuation de guerre" face au terrorisme. "Il faut que chacun comprenne qu'on est dans cette situation et que ça entraîne parfois des contraintes", a-t-il précisé. Dans le sud-est, les villes annulent en masse les événements prévus en août. A Marseille, ville qui avait déjà annulé son feu d'artifice du 15 juillet au lendemain de la tuerie de Nice, la mairie a annoncé lundi l'annulation du meeting aérien de la patrouille de France le 13 août, où 100 000 visiteurs étaient attendus. La "Nuit des étoiles", qui devait se dérouler sur le site de l'observatoire de la

phocéenne le 5 août, est aussi supprimée. "Nous recevons 400 à 500 personnes dans le noir complet, dans une impasse, donc ça fait un peu peur", explique à l'AFP le médiateur scientifique du planétarium de l'observatoire, Richard Hamou. A Paris, des projections en extérieur ont aussi été annulées également par souci de sécurité tandis que dans le sud-est, la ville de Grasse a renoncé à sa 70e fête du jasmin, qui devait accueillir plus de 5 000 visiteurs. Avignon a renoncé à un spectacle pyrotechnique prévu le 25 août pour l'an-

niversaire de la libération de la ville, avec 30 000 spectateurs attendus. Collioure (sud-est) a fait de même pour son traditionnel feu d'artifice même si d'autres festivités, entre le 14 et le 18 août, qui attirent entre 80 000 et 100 000 personnes, ont été maintenues. Le 14 juillet, un Tunisien de 31 ans lançait un camion sur la foule rassemblée sur la Promenade des Anglais de Nice pour la fête nationale, tuant 84 personnes et faisant 435 blessés. Le conducteur a roulé sur 2 kilomètres du célèbre front de mer avant d'être abattu par la police.